

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

Directeur : Pierre LAFITTE

ABONNEMENTS :

France : Un An : 35 fr. - 6 Mois : 18 fr. - 3 Mois : 10 fr.

Étranger : Un An : 70 fr. - 6 Mois : 36 fr. - 3 Mois : 20 fr.

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

88, Champs-Élysées, PARIS

TÉLÉPHONES :

5 Lignes : 537-43, 537-45, 528-64, 528-66, 528-68

Adresse Télégraphique : EXCEL - PARIS

AU REVOIR, BONNE CHANCE !



Combien de fois les auront-ils entendus nos petits pioupious ces « au revoir » encourageants pendant leur marche vers la frontière? Cet instantané a fixé une des scènes charmantes qui se renouvelèrent si souvent sur le passage des régiments. Deux jeunes midgettes, en échange d'un sourire, accordent une poignée de mains à ceux qui vont gaiement défendre leur pays.

Les Allemands bombardent Pont-à-Mousson

Cette canonnade n'a été accompagnée d'aucune manœuvre de l'infanterie ennemie.

 Le ministre de la Guerre, dans une circulaire aux journaux, fait appel à leur concours patriotique « pour assurer, en même temps que le secret des opérations, le calme de l'opinion publique ». L'appel de M. Messimy sera entendu. Dès le début des hostilités, avant même qu'un sage avertissement eût été donné à tous nos confrères, Excelsior s'est imposé le devoir d'observer la plus rigoureuse discrétion sur la marche de notre mobilisation, sur la concentration de nos troupes aux frontières de l'Est et du Nord, en un mot sur l'organisation de la défense nationale. Nos lecteurs nous ont témoigné dans de nombreuses lettres qu'ils approuvaient notre réserve.

Plus que jamais, le rôle de la presse est aujourd'hui périlleux et délicat. Une dépêche non contrôlée, un commentaire excessif, un titre à sensation risquent d'égarer l'opinion; par contre, un renseignement exact sur les mouvements et les effectifs peut fournir à l'ennemi une indication utile.

« Il faut se garder, ajoute le ministre, d'exagérer la portée d'un succès tout autant que celle d'un échec. Il importe que l'opinion publique, au lendemain d'un combat heureux, ne conçoive pas d'excessives espérances que décevrait, par la suite, la nécessité de nouveaux efforts. Il importe également que les échecs, tels qu'il s'en produit nécessairement sur certains points et à de certaines heures, dans des guerres qui mettent aux prises des millions d'hommes, soient appréciés avec la mesure voulue, sans nervosité et dans la juste évaluation de l'ensemble. »

On ne saurait mieux dire. Les conseils de M. Messimy seront accueillis avec tout le respect qu'ils méritent. A cette heure décisive où les armées alliées et les hordes d'envahisseurs sont en contact sur la ligne immense qui s'étend de Liège à Belfort, où une bataille formidable est imminente dans les plaines de Belgique, nous garderons et nous suggérerons à nos lecteurs la confiance calme et recueillie qu'impose une situation sans exemple. Nous puiserons à la source sacrée pour tout bon Français les renseignements que nous avons mission de communiquer à ceux qui attendent, anxieux et dignes, impatients aussi de leur inaction momentanée, le résultat de ce choc gigantesque. Nous sommes trop sûrs de la victoire finale pour ne point supporter stoïquement quelques mécomptes passagers.

Pont-à-Mousson bombardé

(Communiqué officiel.)

Dans les pronostics sur les premières opérations de l'armée allemande, le bombardement de Pont-à-Mousson, situé à notre extrême-frontière, et l'envahissement de la région de Nancy étaient escomptés pour le premier ou le second jour au plus tard de notre mobilisation.

Constatons que le seul de ces événements qui se soit réalisé arrive le onzième jour et n'aura pas l'influence démoralisante qu'on lui attribuait de l'autre côté du Rhin.

Pont-à-Mousson a été, en effet, bombardé ce matin, à dix heures, par une artillerie lourde mise en batterie à une assez longue distance.

Une centaine d'obus de gros calibre sont tombés sur la ville, tuant ou blessant quelques habitants et démarrant plusieurs maisons.

Aucune action simultanée d'infanterie n'a accompagné cette canonnade. L'effet produit sur la patriotique population de Pont-à-Mousson est nul.

Les Allemands achèvent les blessés

Le commandant d'armes de Mézières a adressé au ministre de la Guerre le rapport suivant :

Le 10 août 1914, à 11 h. 30, apprenant que des blessés d'un bataillon de chasseurs étaient arrivés à l'hôpital de Mézières, j'allai les voir pour leur porter un peu de réconfort.

Le chasseur Gamez (Adolphe), n° matricule 3042, de la 1^{re} compagnie, me fit le récit suivant :

« Le samedi 8 août, vers 13 h. 30, ma compagnie, à Beuvillers, avait subi quelques pertes et avait dû rétrograder. Resté sur le terrain avec quelques-uns de mes camarades, j'ai vu un cavalier allemand achever à coups de revolver un chasseur blessé, et je ne dus mon salut qu'à ce fait que j'ai fait le mort. »

« J'ai entendu cinq ou six coups de revolver, mais n'ai pu voir sur qui ils étaient tirés. »

Un autre chasseur blessé, de la même compagnie, Boulet (Jules), n° matricule 3328, a entendu égale-

ment tirer cinq à six coups de revolver, mais n'a pas vu sur qui ils étaient tirés ni par qui.

Les deux chasseurs précités pensent que le sergent Colin, les chasseurs Giovanna, Gabelle, Evrard, Durieux, de leur compagnie, pourraient confirmer les faits.

De pareils actes de sauvagerie se passent de commentaires. Ils doivent être dénoncés au monde.

Notre situation en Haute-Alsace

Les engagements signalés sur tout le front n'ont été jusqu'ici, de part et d'autre, que des affaires d'avant-postes. A Altkirch, à Mulhouse, aux cols des Vosges, à Spincourt et à Mangiennes, il n'y a eu que des actions et réactions n'ayant modifié sérieusement, ni dans un sens ni dans un autre, la position des adversaires.

Sur l'affaire de Mulhouse en particulier, les bruits les plus excessifs, les plus tendancieux même ont été lancés. Il a été dit, en France et à l'étranger, que le nombre des tués et blessés dépassait 20,000. L'origine de ces nouvelles, au moins en ce qui concerne l'étranger, ne saurait être douteuse : elle est tout simplement allemande.

Leur absurdité sera vite jugée quand on saura les effectifs engagés de notre côté, qui sont loin d'atteindre 20,000 hommes.

Les événements se sont en somme bornés à ceci :

Une brigade d'infanterie a été poussée en pointe sur Mulhouse pour y détruire le centre d'informations qui fonctionnait dans cette ville.

Cette brigade a été contre-attaquée par tout le corps d'armée badois (14^e) et une division du 15^e corps allemand.

Elle s'est retirée non pas de son propre mouvement ni sous la pression de l'ennemi, mais sur l'ordre du commandant de corps d'armée, qui jugeait sa situation périlleuse. Sa mission étant d'ailleurs terminée, il n'y avait pas lieu de l'y maintenir.

Toutes les forces allemandes l'ont suivie et sont venues se heurter à notre ligne de résistance principale, qui n'a pas été forcée. Les deux partis en sont restés là.

Nous disposons, en Haute-Alsace, de forces considérables s'appuyant à la place de Belfort. Notre situation stratégique demeure la même : elle est excellente.

L'Artillerie allemande

Il résulte des engagements qui se sont déroulés jusqu'à présent sur tout le front, que notre artillerie a un avantage marqué sur l'artillerie allemande. A Mangiennes, les trois pièces qui ont été prises par nous avaient été abandonnées par leurs servants, écrasés sous le feu de notre 75. Les projectiles de l'artillerie lourde allemande se sont, en outre, révélés très peu efficaces.

Violences allemandes

Dans tous les engagements de cette semaine, les Allemands ont usé de procédés barbares : otages fusillés contre tout droit, violences exercées sur la population civile, incendies, etc...

Ils ont arrêté à son domicile privé le maire d'Igney sous prétexte que la population de ce village aurait favorisé la fuite d'un prisonnier, et ils l'ont fusillé.

Les fausses nouvelles allemandes en Suisse

La presse suisse est inondée de fausses nouvelles de source allemande. Les Français y sont accusés d'avoir empoisonné les sources en Allemagne, d'avoir maltraité les sujets austro-hongrois et italiens, etc...

Les journaux suisses citent les articles du même genre de divers journaux allemands. Ceux-ci font le silence complet sur la résistance de Liège. Ils racontent l'entrée des troupes allemandes à Liège. Mais ils négligent d'ajouter que tous les forts, sans exception, tiennent toujours.

Ils disent que le bateau de plaisance poseur de mines Koenigin-Luise est allé dans les eaux anglaises remplir sa mission, mais ils ne mentionnent pas la destruction de ce bâtiment par un torpilleur anglais.

De même ils prétendent que des milliers de vieux Alsaciens accourent volontairement sous les drapeaux allemands.

Les journaux austro-hongrois mènent la même campagne de mensonges. Ils essaient d'impressionner les Roumains en annonçant que de nombreux sujets roumains ont été maltraités en France. Ils appellent aux armes contre la Russie la population de l'Ukraine.

LE BON BILLET!

Le "Breslau" et le "Gœben" deviennent croiseurs turcs

CONSTANTINOPLE, 12 août. — Le gouvernement ottoman déclare que le Gœben et le Breslau sont venus aux Dardanelles à la suite de l'achat qui en a été fait par lui à l'Allemagne. Ces deux navires sont entrés aux Dardanelles sous pavillon ottoman. Les équipages allemands ont été débarqués.

L'attitude de la Turquie

Une information de Constantinople, reçue à Athènes, confirme l'entrée des croiseurs Breslau et Gœben dans les Dardanelles. (Officiel.)

Le Temps fait observer à ce sujet que la Turquie est tenue, par les devoirs de la neutralité, de sommer les deux croiseurs de quitter les eaux turques dans les vingt-quatre heures ou de les désarmer effectivement pour la durée de la guerre.

Si le gouvernement ottoman admettait les croiseurs allemands dans les Dardanelles, ou les autorisait à pénétrer dans la mer Noire, la grave question des détroits se trouverait posée.

Si la Turquie, volontairement ou contrainte, a ouvert, en dépit de ces traités, les détroits aux croiseurs allemands, les puissances de la Triple Entente sont en droit de demander également le passage pour leurs flottes afin de poursuivre le Gœben et le Breslau dans la mer Noire. Le refus entraînerait nécessairement pour la Turquie des hostilités de la part des puissances alliées.

En envisageant l'autre hypothèse, à savoir que les croiseurs allemands restent simplement mouillés à l'entrée des Dardanelles, les puissances alliées peuvent sommer la Turquie d'appliquer l'article 24 de la convention de la Haye de 1907, si elle n'exécute pas l'article 12 de ladite convention en vertu de laquelle les croiseurs devront quitter les eaux neutres dans les vingt-quatre heures.

La Turquie devra donc désarmer les deux croiseurs s'ils ne quittent pas les eaux turques et la mission navale anglaise en Turquie pourrait contrôler ce désarmement pour qu'on soit certain qu'il est effectif.

Le comte Szecezen est poli

Il donne une leçon de courtoisie à M. de Schœn. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le comte Szecezen, a adressé de Vintimille où il fut conduit par train spécial, la dépêche suivante à M. Doumergue, ministre des Affaires étrangères :

Arrivé Vintimille. Je prie Votre Excellence d'agréer mes remerciements très sincères pour la courtoisie amabilité avec laquelle le gouvernement a bien voulu faciliter notre voyage.

Comte SZECEZEN.

Les Russes seront bientôt prêts

On a de bonnes nouvelles de la mobilisation russe, qui s'effectue avec beaucoup d'ordre et de méthode. On sait que la mobilisation russe est un peu plus lente que la nôtre; mais il ne faut pas oublier qu'elle a été faite rapidement pour les corps d'armée qui longent la frontière autrichienne.

On peut compter que l'entrée en action des forces russes n'est pas éloignée. (Le Petit Journal.)

Le général Villaret arrive à Marseille

MARSEILLE, 12 août. — La mission militaire française en Grèce est arrivée ce matin, à 11 heures, par le vapeur grec Atromitos.

Le général de Villaret, chef de la mission, a été salué sur le quai de débarquement par le représentant du commandant de la 15^e région et le consul général de Grèce à Marseille. (Havas.)

La mobilisation

Aujourd'hui jeudi 13 août : douzième jour de la mobilisation. Demain vendredi 14 août : treizième jour.

AUTOUR DE LIÈGE

Le mouvement de retraite des Allemands s'accroît

BRUXELLES, 12 août. — Le ministère de la Guerre, dans un communiqué officiel, annonce que le mouvement de retraite opéré hier par les Allemands s'est sensiblement accru aujourd'hui.

Leur état-major s'est installé au couvent du Sacré-Cœur de Cointe, dans un faubourg de Liège, et s'est barricadé, craignant visiblement une agression.

Une forte colonne de cavalerie a passé rue de l'Université, se dirigeant vers le pont de Boverie et la gare de London.

Tous les Français qui passent à Bruxelles, pour la plupart en automobiles, sont l'objet d'acclamations frénétiques. (Fournier.)

BRUXELLES, 12 août (Officiel). — Le mouvement de retraite des Allemands annoncé hier s'est accru. Il n'est arrivé aucun autre renseignement. (Havas.)

Les armées allemandes avanceraient vers le cœur de la Belgique

BRUXELLES, 12 août. — La Gazette dit que la situation se précise lentement. Les armées allemandes se détachent de Liège et avancent vers le cœur du pays; il est difficile d'indiquer dans quelle direction.

Le gros de la cavalerie ennemie avance sur tout le front des armées alliées. Il ne s'agit plus des régiments de la première division qui passèrent la Meuse la semaine dernière. Le gros de la cavalerie qui a pris possession du pays jusqu'aux portes de Tirlemont appartient au nouveau corps d'armée qui a investi Liège et dont les effectifs d'infanterie vont jusque vers Waremme d'une part et la direction d'Huy d'autre part. Mais la cavalerie française est entrée sérieusement en action. Il y a eu un combat assez vif aux environs de Tirlemont.

En ce moment, les armées se tâtent.

D'autre part, le correspondant du Télégraph Maestricht écrit d'Amsterdam en date du 10 août :

Une colonne d'attaque allemande est massée près d'Herstal. Une autre colonne semble se porter vers Namur. Le pont d'Herstal a été détruit, puis rétabli. Il doit servir au transport de l'artillerie lourde, dont plusieurs batteries ont été dirigées contre les forts de Liège. Les autres vont à Namur.

Deux aviateurs allemands ont été faits prisonniers à Namur. (Havas.)

Les forts tiennent toujours

(Communiqué officiel.)

Les nouvelles parvenues de Liège et des environs sont bonnes. Les forts soutiennent toujours la lutte. Aucun d'eux n'est tombé au pouvoir de l'ennemi.

Les troupes belges qui, après avoir défendu la place, s'étaient reformées à l'ouest, ont repris l'offensive.

Landen, qui avait été occupé hier par les Allemands, a été repris après un vif combat. On rapporte, d'autre part, que des partis belges avaient fait sauter les ponts et détruit les voies ferrées en arrière des troupes allemandes, entravant ainsi leur ravitaillement dans cette région.

Un escadron de uhans repoussé avec pertes

BRUXELLES, 12 août. — Selon le Soir, des uhans entrés à Hasselt ont pris 17.000 francs à la poste; ils sont ensuite allés à la Banque Nationale où ils ont prélevé 2.017.000 francs.

Hier soir, un escadron de dragons allemands, venant de la direction de Liège, a essayé de surprendre les Belges à Aineffe. Après trois heures de combat, les Allemands ont été repoussés, abandonnant 153 morts et 102 prisonniers. Les pertes des Belges sont de 6 tués et 15 blessés. (Havas.)

2.000 cavaliers allemands font demi-tour

BRUXELLES, 12 août. — Selon de nouveaux renseignements sur les opérations des Allemands, lundi et mardi, la cavalerie allemande se répandit sur le front de Saint-Trond et Hannu, poussa des pointes sur Tirlemont, Hougaerde, Jodoigne et la vallée de Getté, mise en défense; les Allemands se retirèrent hâtivement; entre temps, ils avaient occupé diverses autres localités, et c'est alors qu'eut lieu, au nord de la route de Léau, le combat déjà signalé avec les lanciers belges.

Les paysans accusent l'ennemi d'achever les blessés et de ne point faire de quartier.

2.000 cavaliers allemands se sont avancés vers Tirlemont, mais l'arrivée des fantassins belges les obligea à faire demi-tour et à se replier dans la direction de Saint-Trond et Waremme.

Mardi, la poursuite commença. La cavalerie allemande se retira sous le front au delà de Waremme.

Les cruautés allemandes

BRUXELLES, 12 août. — Les cas de férocité dont se rendent coupables les Allemands deviennent innombrables.

Aujourd'hui, on signale qu'à Liège, ils ont écrasé le pied d'un soldat belge prisonnier pour l'empêcher de s'enfuir.

D'autre part, au cours d'un engagement, ils placèrent devant leurs troupes des prisonniers, afin de contraindre les Belges à ne pas tirer. (Fournier.)

Le baron Van Zuylen de Nyevelt tué par des sentinelles

BRUXELLES, 12 août. — Le baron Van Zuylen de Nyevelt, conduisant une automobile du génie sur la route de Namur à Liège; à un certain endroit, il donna à la volée le mot de passe à une sentinelle. Une patrouille, qui se tenait sur l'autre rive, croyant que l'automobile forçait la consigne, tira une salve. Un soldat accompagnant le baron Van Zuylen fut tué sur le coup.

Le baron Van Zuylen, grièvement blessé, mourut à l'hôpital de Namur. (Havas.)

DERNIÈRE HEURE

Les Allemands repoussés avec pertes sur la frontière russe

SAINT-PÉTERSBOURG, 12 août. — Les Allemands ont tenté d'occuper Eydkuhnon avec un détachement d'infanterie appuyé par de l'artillerie. Cette tentative a échoué; ils ont été repoussés avec pertes.

Les tués, blessés et prisonniers qu'ils ont laissés dans ce combat appartiennent au premier et au vingtième corps d'armée allemands. (Havas.)

Contre-torpilleur allemand coulé par une mine allemande

LONDRES, 12 août (Dépêche visée). — Le Times annonce qu'un contre-torpilleur allemand a été coulé par une mine allemande. (Fournier.)

Le retour de M. Cambon

COPENHAGUE, 12 août. — L'ancien ambassadeur de France en Allemagne, M. Cambon, avec le personnel de l'ambassade, est parti aujourd'hui pour Paris via Christiania. (Havas.)

L'ambassadeur de France quitte Vienne

M. Dumaine, ambassadeur de la République française à Vienne, rappelé en France dans les conditions que l'on sait, quitta Vienne ce soir par la direction de la Suisse. M. Dumaine emmène avec lui plusieurs de nos consuls en Autriche-Hongrie et plus de 80 de nos compatriotes.

L'Ambassadeur d'Autriche à Rome abandonne son poste

ROME, 12 août. — On annonce de source officielle que c'est à la suite d'un complet épuisement nerveux l'empêchant de se consacrer à tout travail que M. Mery, ambassadeur d'Autriche, a dû, après avoir consulté son médecin, demander un congé pour rétablir sa santé.

Ce congé lui fut accordé. M. Mery est parti ce soir pour Vienne. La direction de l'ambassade est confiée à M. Ambrozy en qualité de chargé d'affaires par intérim.

De la même source, on déclare savoir de la manière la plus positive que la situation politique est absolument étrangère à la décision de M. Mery. (Havas.)

COMMENT ILS ECRIVENT L'HISTOIRE

Seules les femmes empêchèrent les Allemands de capturer Liège

C'est l'humoristique agence Wolff qui nous le confie.

ZURICH, 12 août. — L'Agence Wolff publie une dépêche du quartier général allemand exposant que la réserve observée jusqu'ici par les Allemands en ce qui concerne le siège de Liège a eu pour seul motif la nécessité de ne pas trahir les plans de l'état-major. Maintenant, ajoute l'Agence Wolff, il n'y a plus de danger à publier la vérité. Les Allemands n'avaient, il y a quatre jours, devant Liège que de faibles forces afin de ne pas laisser deviner une opération aussi hardie par une inutile concentration de troupes à l'avance. Les troupes belges se sont mal battues et leur courage a été brisé. Si l'armée allemande a rencontré des difficultés, cela tient uniquement au terrain très défavorable par suite des pentes montagneuses et boisées et à la résistance traîtresse de la population civile.

Des femmes mêmes prenaient part au combat dans des villages et au fond des vallées tirèrent sur les troupes, sur les médecins et sur les blessés eux-mêmes.

Pour mettre fin à l'insurrection, il a fallu détruire des villages entiers, ce qui a permis enfin aux troupes courageuses de l'Allemagne de pénétrer dans la ceinture des forts et de s'emparer de la ville. Bien qu'une partie des forts se maintienne encore, aucun ne tire plus. Si on ne les a pris c'est qu'on n'a pas voulu répandre inutilement une goutte de sang allemand.

A l'heure actuelle, nul ne peut plus enlever Liège aux Allemands.

[Ainsi s'écrit l'histoire en Allemagne.]

Une brigade de cavalerie autrichienne massacrée par des Cosaques

LONDRES, 12 août. — On mande de Rome : Une dépêche de Trieste au Corriere d'Italia annonce qu'une brigade de cavalerie autrichienne a été attaquée par une troupe de cosaques à Rietgorai et complètement anéantie.

Les Autrichiens, protégés par leur artillerie, avaient, sous l'attaque des cosaques, cherché à regagner la frontière, mais ils tombèrent dans des marécages rendus particulièrement dangereux par de récentes pluies et furent tous tués. (Fournier.)

L'attentat contre le kronprinz serait confirmé

AMSTERDAM, 12 août. — Selon une dépêche adressée de Maestricht au Nieuwe Rotterdamse, des officiers allemands auraient déclaré qu'un attentat aurait été commis à Aix-la-Chapelle sur la personne du kronprinz.

Le bruit de cet attentat, qui paraît confirmé aujourd'hui, courait déjà depuis quelques jours. (Fournier.)

Les états balkaniques se prononceraient pour la Russie

ROME, 12 août. — Suivant un télégramme adressé de Nisch au Messaggero, les États balkaniques, dédaigneux des persistants appels qui leur sont adressés par l'empereur d'Allemagne, manifestent une tendance en faveur de la reconstitution d'une ligue qui comprendrait les quatre États et qui se prononcerait en faveur de la Russie.

Réintégration du général Faurie

Par décret rendu sur le rapport du ministre de la Guerre, a été rapporté le décret du 14 novembre 1913 admettant d'office à la retraite le général de division Faurie.

Le général Faurie commandait le 16^e corps d'armée à Montpellier lorsque, à la suite des dernières grandes manœuvres du sud-ouest, il fut mis d'office à la retraite.

Les "à-côtés" de Paris



ENGAGÉS VOLONTAIRES ALSAGIENS-LORRAINS



TOURISTES REVENANT DE SUISSE DANS UN WAGON DE MOBILISATION



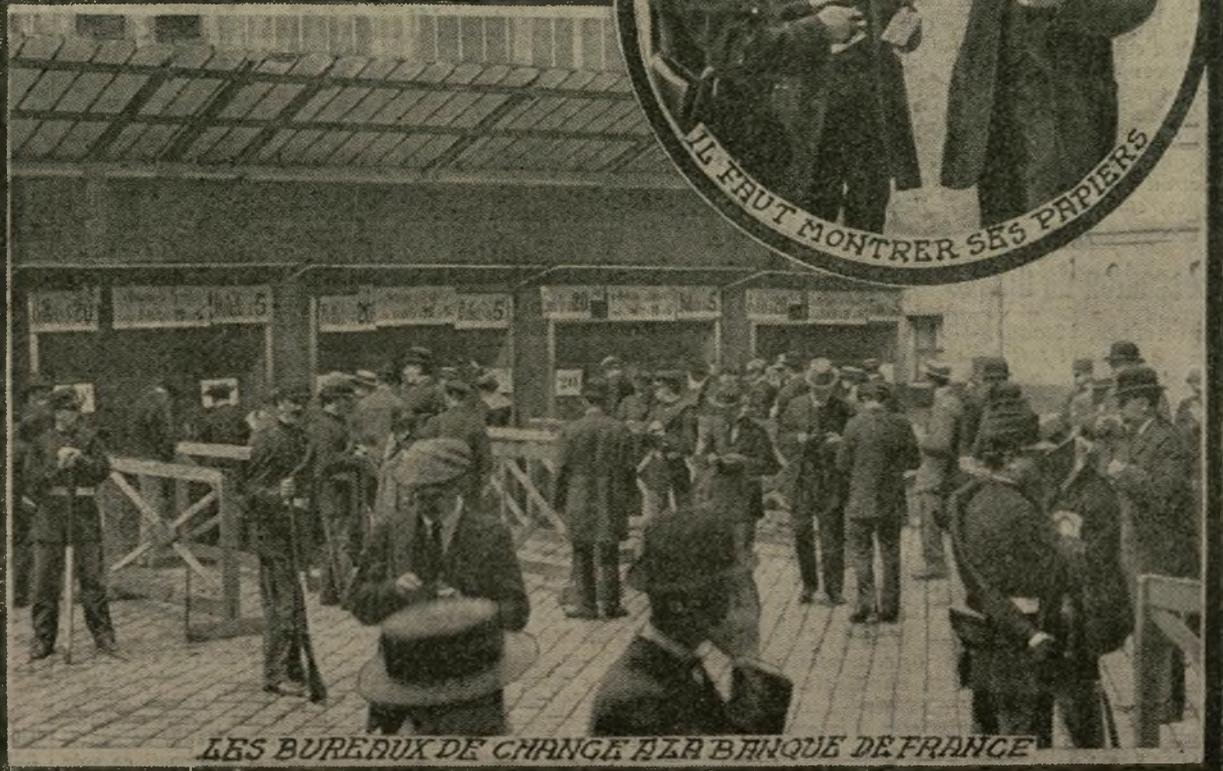
LA RUE DE BERLIN EST DÉJÀ DÉBAPTISÉE PAR SES HABITANTS



ÉMIGRANTS ITALIENS DANS LES RUES DE PARIS



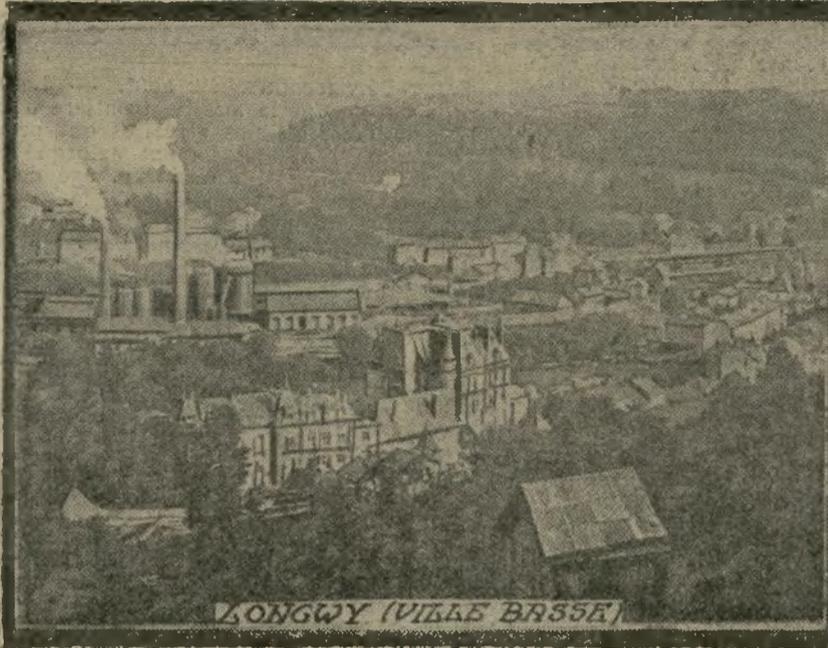
IL FAUT MONTRER SES PAPIERS



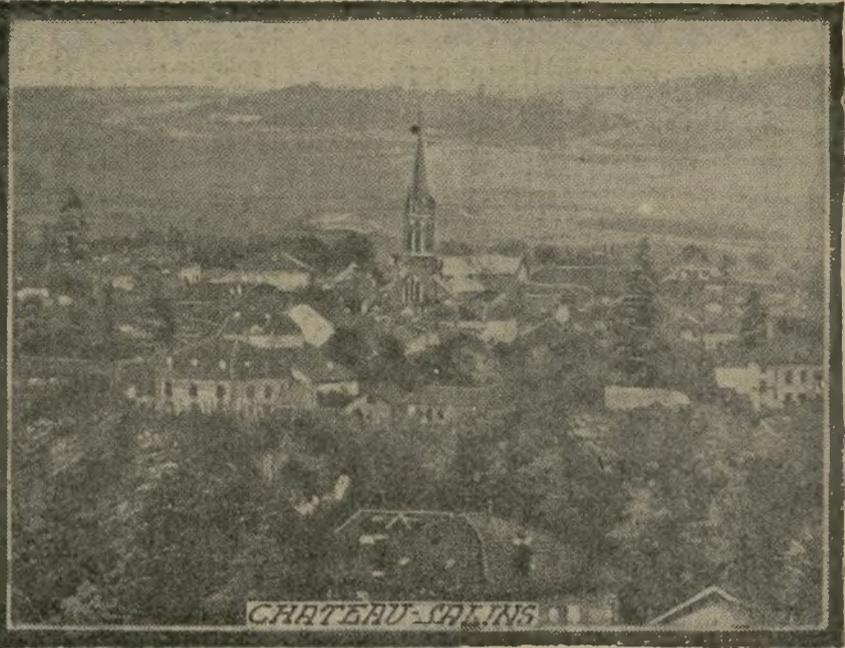
LES BUREAUX DE CHANGE À LA BANQUE DE FRANCE

Que d'à-côtés pittoresques dans une grande ville comme Paris, à une époque aussi troublée que celle que nous traversons! Ces instants, pris hier un peu partout dans la grande ville, fixent quelques-unes des scènes les plus curieuses.

DEUX ENDROITS OU LES FRANÇAIS SE SIGNALERENT



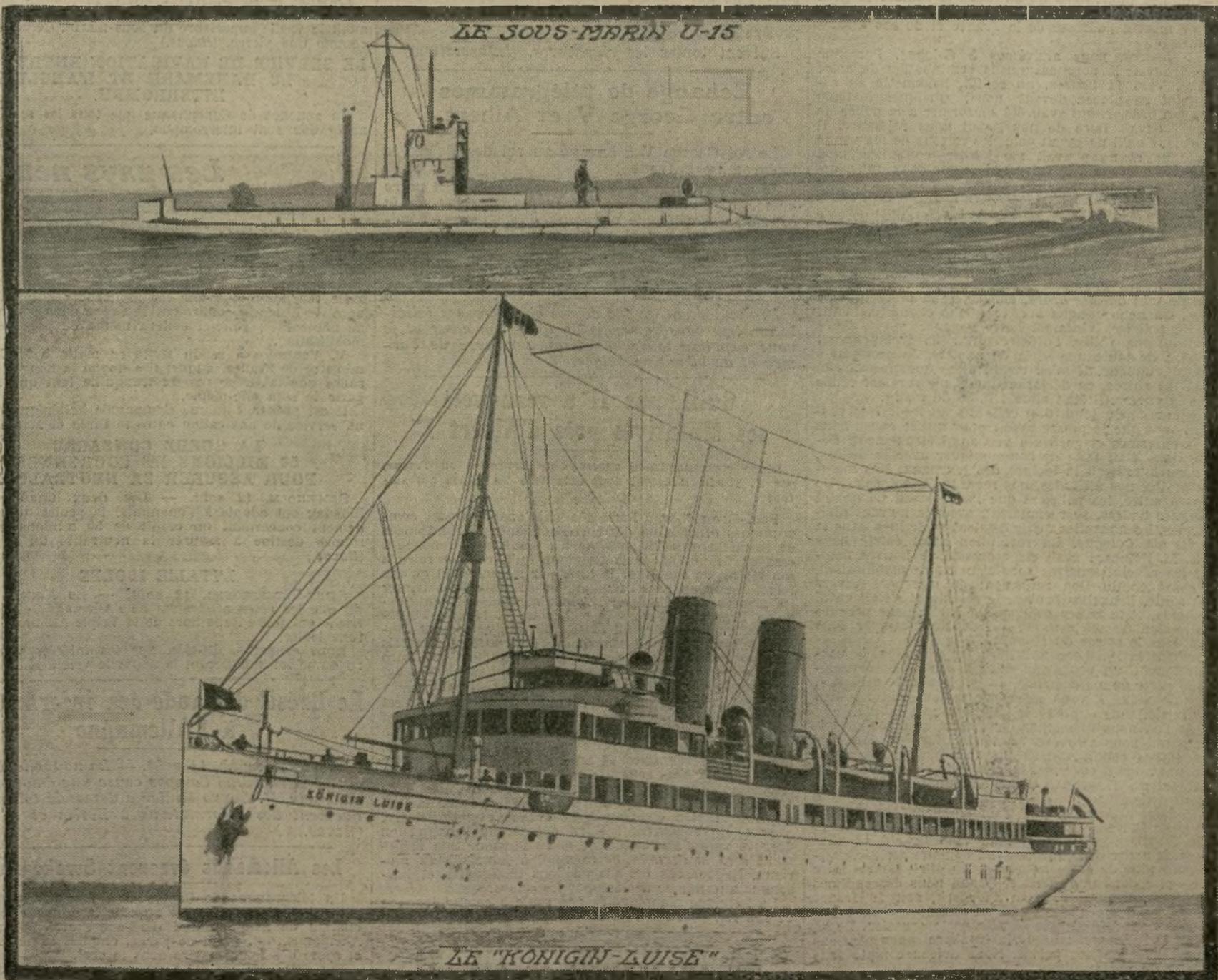
LONGWY (VILLE BASSE)



CHATEAU-SALINS

Nous avons signalé hier le fier refus que le commandant de la place de Longwy opposa aux Allemands qui le sommaient de se rendre. Nous publions ici une vue de Longwy et une vue de Château-Salins, commune d'Alsace située à l'est de Nancy, où les Allemands durent reculer devant une charge à la baïonnette des nôtres.

LES UNITÉS ALLEMANDES COULÉES PAR LES ANGLAIS



LE SOUS-MARIN U-15

LE "KÖNIGIN-LUISE"

En haut, le sous-marin U-15; en bas, le navire poseur de mines *Königin-Luise*, tous deux coulés ces jours derniers par la flotte anglaise

EUX ET NOUS!...

Le Consul de France à Dusseldorf n'eut pas meilleur sort que nos autres agents diplomatiques

Non seulement il fut fouillé, mais encore volé

Il semble que tous nos agents diplomatiques ont subi en Allemagne les mesures les plus vexatoires. Le dernier d'entre eux rentré en France, M. Albert Nelson, consul de France à Dusseldorf, vient de faire un rapport au ministère des Affaires étrangères dont nous extrayons les passages suivants :

Le mercredi 5 août, à 7 heures du matin, je téléphonai au chef de la police criminelle que j'étais prêt à partir, et je lui demandai de vouloir bien me faire connaître s'il voyait quelque inconvénient à ce que je choisisse la voie de la Hollande. Il me fit répondre que j'avais à solliciter l'autorisation de l'autorité militaire. Je fis prier le commandant de la place de me permettre de partir sans délai. Puis je dus rentrer chez moi, sur l'injonction des agents, avec défense de bouger de mon domicile avant le reçu de cette autorisation.

A 3 heures de l'après-midi, on vint me dire qu'il fallait partir en toute hâte. Je ne pus emporter avec moi qu'une petite valise, le train ne prenant point de malles. Les billets furent pris pour la frontière de Hollande, exactement pour Roermond. Après une longue attente, nous fûmes conduits, moi et les Français qui m'accompagnaient, dans un wagon où l'on nous entassa pêle-mêle. On m'avait assuré qu'un officier monterait dans le train avec moi et m'accompagnerait jusqu'à la frontière. Il parait qu'il manqua le train.

A la première station, à Neuss, un employé galonné vint ouvrir notre compartiment et nous invita à descendre. « La ligne de Hollande est coupée, dit-il, il vous faudra aller à Cologne et de là gagner la Suisse.

Nous obéîmes. On nous isola dans une salle. Au bout de quelque temps, un train de militaires s'arrêta à Neuss; en toute hâte on nous fit monter en nous répartissant au milieu des recrues dans deux compartiments de 3^e classe. Pendant quatre longues heures nous dûmes subir, dans un air vicié, le contact de gens violemment excités, qui ne cessaient de pousser des cris de mort à l'adresse de la France et de ces « sales Français ».

A 9 heures, nous arrivâmes à Cologne. Personne ne se trouvait là pour assurer la continuation de notre voyage. Vers 11 heures, un soldat, baïonnette au canon, vint se placer devant nous. Quelques instants après, un officier, qui avait été s'informer à la police de ce qu'il devait faire de nous, vint nous rejoindre. Il me déclara qu'il ne savait point les raisons de ma venue à Cologne et ne pouvait me laisser continuer mon voyage. Il m'invita à le suivre, ainsi que ceux qui m'accompagnaient. On nous fit entrer dans deux pièces séparées, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. Là, nous subîmes une visite en règle. Nous dûmes nous dévêtir entièrement. Nos vêtements et notre linge furent minutieusement examinés et retournés.

Je protestai avec la dernière énergie. L'officier nous répondit : « Vous en verrez bien d'autres ».

Nous fûmes conduits sous bonne escorte dans un hôtel de tout dernier ordre, annexe de la préfecture de police. On nous assigna à chacun une chambre, tandis que les policiers visitaient notre bagage.

Avisant ma valise, l'officier qui nous accompagnait s'empara de toute une série de papiers. Je protestai à nouveau, indigné. Il m'en rendit alors quelques-uns et garda les autres, en déclarant qu'ils me seraient remis après la guerre. Il était alors 1 h. 30 du matin.

La journée du jeudi 6 et celle du vendredi 7 se passèrent sans que je puisse savoir pour quelle cause nous étions enfermés et gardés à vue aussi étroitement. Défense nous était faite de communiquer avec le dehors. On nous interdisait la lecture des journaux. Nos moindres gestes, nos attitudes, nos regards étaient épiés. De temps à autre, les policiers que l'on relevait de quatre en quatre heures, se racontaient, avec de lourdes plaisanteries, les nouvelles qu'ils disaient avoir lues dans la *Gazette de Cologne*. La révolution avait éclaté dans Paris, M. Poincaré avait été assassiné, le Louvre flamboyait, les révolutionnaires sabotaient notre mobilisation, les cosaques du Don refusaient de marcher, Anvers avait sauté, Bruxelles brûlait, le roi Albert s'était enfui à Ostende, et le kaiser avait quitté Berlin pour prendre la direction de ses armées, qui devaient camper sous Paris dans la soirée du 10 août.

Pendant la troisième nuit de notre détention, le vendredi 7 août, un peu avant minuit, des coups ébranlèrent la porte de ma chambre. « Tout le monde debout », cria une voix, « vous allez partir dans dix minutes pour la Hollande ». En toute hâte chacun s'habilla.

Puis l'on nous fit monter dans deux automobiles militaires qui nous amenèrent à toute allure en gare. Là, nous fûmes conduits dans un train réparé, poussés dans un wagon, enfermés à clé, tous rideaux baissés. Le signal du départ fut donné. Aucun de nous ne savait où nous allions.

A 6 heures du matin, le train stoppa. Nous venions de passer Clèves et nous étions à une courte distance de la frontière hollandaise. Pour franchir ces 13 kilomètres, le maire de l'endroit, avisé de notre arrivée, se fit avoir pitié de notre infortune. Il s'offrit à nous faire transporter dans une carriole. Quand nous descendîmes de voiture, il nous réclama 44 mark, soit 18 francs environ.

Nous allâmes à Wyler, le dernier poste prussien. De là, on voit la borne qui marque la frontière. Nous pensions être au bout de nos peines. Nous avions compté sans l'officier du poste.

— Vos papiers ? dit-il.

Chacun de nous lui montra ce que l'officier perquisitionneur de Cologne nous avait laissé.

— Vous n'êtes pas en règle, nous déclara-t-il, je vais m'informer. En attendant, passez la visite.

Et, une seconde fois, hommes et femmes, nous fûmes tous obligés de nous dévêtir entièrement et de subir la visite la plus minutieuse qu'il soit possible d'imaginer. On regarda même entre les doigts des pieds. La doublure des chapeaux fut retournée. On souleva la semelle intérieure de nos souliers. On ouvrit ma montre et on en brisa le verre.

Une fois de plus, je protestai avec indignation. Des policiers, le revolver au ceinturon, le fusil en main, m'entourèrent et me commandèrent de me taire. L'officier s'avança vers moi. Mes derniers papiers et documents furent saisis. On s'empara même de lettres privées.

Ce supplice dura de 9 heures du matin à 1 h. 30 de l'après-midi. L'officier prit congé de moi en disant :

— Je vous renverrai tout cela à Dusseldorf quand vous reviendrez.

Encore quelques instants d'attente et on nous permit de franchir la frontière. Nous étions libres. A mon arrivée en Hollande, je m'aperçus que les soldats qui m'avaient fouillé avaient pris 90 mark en or, qui se trouvaient dans ma poche.

Une lettre des étrangers installés à Nogent-le-Rotrou.

On nous communique la lettre suivante :

La Basoche-Gouet, 8 août 1914.

A Monsieur Lucien Millevoye, député de Paris.

Monsieur le député,

Poussés par un sentiment bien sincère et naturel, les soussignés, Allemands, Autrichiens et Hongrois, qui se sont mis sous la protection de la République française, nous tenons à proclamer bien hautement notre profonde reconnaissance.

Les soussignés remercient la République française de l'attention spontanée et toute spéciale dont ils ont été l'objet dans un moment aussi grave et aussi critique.

A notre arrivée à Nogent-le-Rotrou, nous avons été reçus par le sous-préfet, M. Causeret, et aussi par M. Burel, de la police locale, et par les habitants, avec la plus grande amabilité, nous avons été traités d'une façon touchante et, par tous les moyens, ils cherchaient à nous faire oublier notre misère. Le maire, M. Lhuillier, tous ses employés, ainsi que tous les habitants de la commune de la Basoche-Gouet, sur laquelle nous avons été dirigés, se donnent, avec un dévouement vraiment admirable, un mal inouï pour nous rendre l'existence moins pénible.

Nous ne voudrions pas oublier les femmes de la commune, lesquelles rivalisent de zèle auprès des nourrissons de nos femmes.

Que Dieu protège la France, comme la France nous protège en ce moment.

Suivent toutes les signatures. (Information.)

Echange de télégrammes entre George V et Albert I^{er}

Le roi George V a envoyé au roi des Belges le télégramme suivant :

Je vous félicite de la façon splendide dont votre armée défend son pays et principalement de la bravoure manifestée au cours des attaques répétées contre Liège. Vous devez vraiment être fier de vos braves troupes.

GEORGE R. I.

Le roi Albert a répondu :

Profondément touché de vos chaleureuses félicitations, je vous remercie de tout mon cœur et je vous exprime la reconnaissance sincère de l'armée et de la nation belges.

Guillaume II a renouvelé ses tentatives près d'Albert I^{er}

D'une correspondance adressée de Bruxelles au *Temps*, par M. Thiébauld-Sisson, nous détachons les lignes qui suivent :

Peut-être sait-on à Paris dès maintenant par des communiqués officiels ou des correspondances télégraphiques de Bruxelles que l'Allemagne n'a pas encore renoncé à essayer de persuader la Belgique qu'il est contraire à son intérêt de continuer la lutte par les armes et qu'elle ferait beaucoup plus sagement de se résigner à laisser les armées de Guillaume II cheminer paisiblement jusqu'en France à travers la vallée de la Meuse. L'Allemagne, en revanche, lui assurera non seulement l'intégrité, mais l'agrandissement de son territoire, une fois la guerre terminée. Ne pouvant directement lui faire part de ces propositions, le gouvernement impérial a agi par l'intermédiaire du gouvernement hollandais.

Le roi des Belges, d'accord avec ses ministres, s'est refusé à tous pourparlers. « L'Angleterre, la France et la Russie, a-t-il dit, ont pris l'engagement formel de nous soutenir dans la lutte que nous avons engagée. Les armées françaises et anglaises accourent à notre appel et déjà elles sont sur notre sol. Dussent-elles être impuissantes à nous préserver d'un désastre, l'honneur ne nous permettrait pas de reculer. Mais ce que la Belgique a si bien commencé, la France et l'Angleterre, avec elle, l'acheveront. Elles chasseront l'ennemi en déroute vers l'Allemagne, et notre honneur non seulement sera sauf, mais notre nom, à jamais, sera glorieux. Repoussons ces propositions insultantes et laissons la question se décider par les armes. »

La Belgique n'applaudira pas seule à ce fier langage de son roi. — THIEBAULT-SISSON.

La révolution mexicaine

WASHINGTON, 12 août. — M. Silliman, un des représentants du président Wilson au Mexique, annonce de Saltillo que le général Carranza a fait savoir que les fédéraux ont évacué Mexico aujourd'hui. (Havas.)

La guerre austro-russe

Les Autrichiens ne le cèdent en rien à leurs alliés

SAINT-PETERSBOURG, 12 août. — Les Autrichiens ont occupé la localité frontrière d'Andreeff, où ils ont commis des atrocités qui provoquent l'indignation générale; ils ont extorqué de l'argent à l'échevin. M. Krassinsky, âgé de 70 ans, et, mécontents de la modicité de la somme, ils ont enfermé le vieillard dans sa maison, à laquelle ils ont mis le feu; M. Krassinsky a été brûlé vif.

Les Autrichiens ont interdit aux habitants de regarder par les fenêtres; ils tirent impitoyablement sur ceux qui désobéissent à cet ordre; c'est ainsi que de nombreux citoyens paisibles, hommes et femmes et même enfants, ont été fusillés.

L'artillerie de la forteresse de Kovno a atteint un aéroplane allemand venu en reconnaissance. L'aéroplane est tombé. L'aviateur est blessé. (Havas.)

Sur mer

LE BLOCUS DES COTES MONTENÉGRINES

ROME, 12 août. — On annonce officiellement à Vienne que le blocus a été commencé par les Autrichiens devant les côtes monténégrines.

Le bombardement dirigé contre les forts de Cattaro continue avec intensité. (Fournier.)

LA DESTRUCTION D'UN SOUS-MARIN ALLEMAND

LONDRES, 12 août. — Un correspondant du *Scotsman* raconte ainsi la destruction du sous-marin allemand par un navire de guerre :

La flottille ennemie s'approchait avec seulement ses périscopes visibles. Notre escadre continua comme si l'approche de la flottille n'avait pas été remarquée. Quand le premier sous-marin se trouva à la distance dangereuse, le navire allant toujours à toute vitesse fit feu, émettant le périscopes.

Lorsque le sous-marin aveuglé se montra de nouveau, le navire tira un second coup de canon qui démolit la partie supérieure du sous-marin. Celui-ci coula comme une pierre. (Havas.)

LE SERVICE DE NAVIGATION ENTRE LE DANEMARK ET L'ANGLETERRE INTERROMPU.

On annonce de Copenhague que tous les services de navigation sont interrompus.

Les pays neutres

LA GRECE RESTE NEUTRE

ATHÈNES, 12 août. — L'*Hestia* dit que la mobilisation de la Turquie restant isolée, est sans contre-coup sur la politique des autres Etats balkaniques et les inquiétudes de complications diminuent sensiblement, étant donné surtout que la Grèce est prête militairement.

Le journal ajoute que les assurances autorisées venant de Bulgarie confirment la Grèce dans son attitude de neutralité; celle-ci évitera même de procéder à la mobilisation.

M. Venizelos a rendu visite ce matin à M. Deville, ministre de France, auquel il a donné la nouvelle assurance que la Grèce restera tranquille tant que la Bulgarie le sera elle-même.

Il est probable qu'une Compagnie hellénique établira un service de navigation entre le Pirée et Marseille.

LA SUEDE CONSACRE 50 MILLIONS DE COURONNES POUR ASSURER SA NEUTRALITE

STOCKHOLM, 12 août. — Les deux Chambres du Riksdag ont adopté à l'unanimité le projet de gouvernement concernant un crédit de 50 millions de couronnes destiné à assurer la neutralité du royaume. (Havas.)

L'ITALIE ISOLEE

SAINT-PETERSBOURG, 12 août. — Le *Nouvel-Vremia* dit que les actes arbitraires de l'Allemagne et de l'Autriche ont jeté l'Italie hors de la Triple Alliance, la laissant isolée.

Nous espérons, dit-elle, que les intérêts vitaux du royaume lui indiqueront la nouvelle voie à choisir.

Le Brésil demande des informations à l'Allemagne

RIO-DE-JANEIRO, 11 août. — La nouvelle de l'incident Bernardino Campos cause une émotion considérable, M. Lauro Muller a demandé télégraphiquement des informations à Berlin et à Berne. (Havas.)

Les Allemands évacuent Swakopmund

Un télégramme de Capetown à l'agence Reuter annonce qu'un vapeur côtier apporte la nouvelle de l'évacuation de Swakopmund (sud-ouest africain) par les Allemands, qui, avant de partir, ont fait sauter la jetée et coulé des remorqueurs dans le port.

Les entrepôts ont été fermés et toutes les provisions ont été transportées à Windhoek, la capitale.

La colonie allemande du sud-ouest africain a une population de 120.000 âmes. La garnison est composée de 1.200 hommes.

Swakopmund possède une station de T. S. F.

Les ministres tiennent conseil

Après le conseil de défense nationale qui se tient chaque jour à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré, les ministres se sont réunis hier matin en conseil à l'Elysée.

Ils se sont occupés notamment de la distribution des sommes qui doivent être allouées, aux termes de la loi, soit 1 fr. 25 pour la femme et 0 fr. 50 par enfant au-dessous de 16 ans.

Des mesures ont été prises pour que ces sommes soient remises le plus rapidement possible aux ayants droit.

Le Conseil s'est aussi occupé de l'organisation de l'assistance aux familles nécessiteuses victimes du chômage, et du fonctionnement du comité national de secours qui recueillera les dons.

Le prince Napoléon écrit à M. Poincaré

M. Frédéric Masson, de l'Académie française, a reçu la lettre suivante du prince Louis-Napoléon Bonaparte :

2 août 1914.

Mon cher monsieur Masson,

Comme beaucoup de nos compatriotes, j'avais, jusqu'au dernier moment, la pensée que le grand conflit serait ajourné.

En présence de l'ordre général de mobilisation, vous devez comprendre mon émotion.

Tout mon désir serait de participer moi aussi à la défense de notre pays.

Je compte sur votre amitié pour remettre la demande ci-incluse à M. le président de la République, votre confrère.

Si cette demande n'est pas acceptée, je compte me tourner vers notre allée, que j'ai servi pendant dix-sept ans.

Croyez-moi

Votre affectionné,

LOUIS-NAPOLÉON.

M. Frédéric Masson, déférant au désir qui lui était exprimé, a remis ce matin au président de la République la lettre du prince Louis-Napoléon qui lui est arrivée avec beaucoup de retard en raison d'une erreur de la poste. En voici la teneur :

2 août 1914.

Monsieur le président,

Après avoir, il y a trente ans, rempli mon devoir militaire en France, je fus, par une loi d'exception, privé de mes droits de citoyen et rayé des contrôles de l'armée.

Aujourd'hui, l'ordre de mobilisation appelle aux armes tous les Français.

Je me permets, monsieur le président, d'avoir recours au premier magistrat de la République pour obtenir de concourir à la défense de mon pays.

Je serais heureux de remplir, quel qu'il soit, l'emploi dont on voudrait bien me charger.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

LOUIS-NAPOLÉON,

Ancien général de division de l'armée impériale russe.

Au groupe des députés de Paris

Le groupe des députés de Paris s'est réuni hier à la Chambre, sous la présidence de M. Georges Berry.

Il a été saisi d'une réclamation des charcutiers de Paris, qui se plaignent que les arrivages de porcs à Paris soient suspendus : ils demandent l'organisation d'un train de 22 wagons par jour pour approvisionner Paris.

Une démarche sera faite auprès de l'intendant général.

La Chambre syndicale des laitiers-nourrisseurs demande la taxation du prix des grains et fourrages.

MM. Ignace et Bienaimé ont demandé que le ministre du Commerce prenne des mesures afin de parer au manque des matières premières qui font totalement défaut à Paris.

Une délégation est nommée pour aller voir dès demain matin le ministre du Commerce.

M. Lehoucq a signalé en outre ce fait, que les compagnies d'assurances des accidents du travail ne payent plus les ouvriers sinistrés, par suite de l'impossibilité dans laquelle elles se trouvent de toucher leurs dépôts en banque. De nombreuses familles sont plongées dans la misère.

Une délégation a été désignée pour aller se rendre auprès du ministre du Travail.

Enfin M. Laval, au nom de la délégation chargée de demander au ministre des Travaux publics la création de trains gratuits, déclare que le ministre accepte de s'entendre avec les Compagnies de chemins de fer pour procéder à cette création.

Les personnes qui voudront quitter Paris devront s'inscrire à leurs mairies respectives et au service central installé à l'Hôtel de Ville.

Une dépêche du président du Sénat belge

Le baron de Favereau, président du Sénat de Belgique, a adressé à M. Antonin Dubost, président du Sénat français, la dépêche suivante :

Profondément ému par les sentiments que vous voulez bien m'exprimer, tant en votre nom qu'en celui de vos collègues, je vous prie de recevoir les plus chaleureux remerciements du Sénat belge, et de croire à l'ardeur des vœux qu'il forme pour que les armées envahissantes soient victorieusement refoulées.

En marge

Papa, territorial, maman et bébé, qui habitent la banlieue, débarquent, après de nombreuses péripéties, à la gare de la Bastille. L'on rencontre un ami; on cause :

— Ce sont des brutes et des fous, dit l'ami; ils se sont rendus impossibles et dans chaque nation ils trouveront un adversaire !

— Evidemment, réplique papa; ils ont contre eux, avec la France, la Russie, l'Angleterre, la Belgique et probablement l'Italie.

— Sans parler du Japon.

Bébé, une délicieuse petite fille, s'accroche alors au veston de son père :

— Et La Varenne ?

M. Louis Barthou, ancien président du Conseil, le créateur de la loi de trois ans, s'est rendu au ministère de la Guerre pour se mettre à la disposition de M. Messimy, Mme Louis Barthou fait partie des dames de la Croix-Rouge. M. Max Barthou, leur fils, veut s'engager. Enfin, M. Léon Barthou, frère de l'ancien président, a été incorporé dans l'aéronautique militaire, au 2^e groupe d'aviation où il compte depuis trois jours.

La famille du chef des « troisannistes » donne l'exemple. Bon sang ne saurait mentir.

« L'Argus de la Presse (37, rue Bergère) continuera à fonctionner pendant la guerre. »

A l'Elysée

Le général de division Duparge, de la section de réserve, est désigné pour remplir par intérim, pendant la durée de la guerre, les fonctions de secrétaire général de la présidence et de chef de la maison militaire du président de la République, en remplacement du général de division Beaudemoulin appelé à prendre un commandement.

La Société de Secours aux Blessés militaires (Croix-Rouge)

Le cardinal archevêque de Paris fera dire lundi prochain, à 10 heures, à la Madeleine, une messe à laquelle il assistera, pour les soldats de notre armée et les médecins et infirmiers qui se consacrent à les soigner.

La somme recueillie par la Société de secours aux blessés militaires depuis l'ouverture de la souscription (10 août) est des 137.000 francs. De plus, le Syndicat de la couture parisienne s'est engagé à lui verser 50.000 francs pour l'entretien d'un hôpital de malades. L'envoi de deux chèques de chacun 100.000 francs est annoncé. La Société espère que, malgré les premiers résultats, la générosité publique ne se lassera pas, car les besoins sont immenses, en particulier dans la région de l'Est.

La Société a fait partir aujourd'hui six infirmières, deux sœurs de la maison de santé de la rue Bizet, pour Bar-sur-Aube, deux infirmières pour l'hôpital établi dans le château du Héron (Seine-Inférieure), appartenant au marquis de Pomereu, et deux infirmières pour l'hôpital d'Abbeville.

Communiqués

L'œuvre des Crèches parisiennes a mis à la disposition de l'Union des Femmes de France (Croix Rouge française) ses crèches les mieux situées comme ambulances militaires, dont elle fera tous les frais d'installation.

Pendant l'occupation des crèches, les mères recevront leurs secours habituels et augmentés, le lait sera fourni et un médecin de chaque crèche visitera les enfants à domicile.

L'œuvre qui a de lourdes charges, puisqu'elle organise tous ces services à ses frais, fait un pressant appel à tous les concours. Les dons en espèce, en nature : produits alimentaires, chemises d'hommes, de femmes, layettes, étoffes de toutes sortes, etc., seront grandement appréciés. Inscriptions, renseignements, réception des dons, de 9 heures à 6 heures, 113, avenue Victor-Hugo.

La Société de secours aux blessés militaires a fait partir hier une nouvelle équipe de dix infirmières pour Reims, et une équipe de cinq infirmières pour Valenciennes. Six infirmières vont rejoindre les postes d'Amiens, Montdidier, Neufchâtel-sur-Aisne.

Le comité de la Société du premier arrondissement, réuni d'urgence, a ouvert une permanence, 8, rue du Bouloi, tous les jours, de 9 heures à midi et de 2 heures à 5 heures, sous la présidence de M. Maurice Barrès, de l'Académie française, député, et de Mme Archdeacon. Le but est de grouper toutes les bonnes volontés pour venir en aide à nos soldats et à leurs familles.

Le « Printemps » a offert de mettre à la disposition de l'administration militaire de vastes locaux dépendant des annexes qu'il vient d'édifier rue Joubert. Ces locaux, complètement neufs, seront disposés pour recevoir une ambulance qui sera installée par les soins du « Printemps ».

M. Anzani, le constructeur bien connu de moteurs pour aviation, vient de mettre sa personne et son usine à la disposition du général Bernard, directeur des services de l'aéronautique militaire. Italien de naissance, mais « plus que jamais Français de cœur », M. Anzani tient à contribuer au succès des armes françaises.

La circulation du Métro

A la suite de difficultés d'ordre technique, ainsi que de l'impossibilité de trouver un personnel apte à la conduite des motrices, la direction des Métropolitains a informé le préfet de police qu'il lui était impossible, quant à présent, d'assurer le fonctionnement du service plus tard que 7 h. 30.

La Compagnie s'efforcera d'augmenter le nombre des voitures en circulation, ainsi que de reculer l'heure des terminus dans la mesure du possible.

LE TEMPS QU'IL FAIT

La pression barométrique, à midi, accusait hier, 767 mm. 7.

La température a dépassé hier ses maxima des jours précédents puisqu'il y avait 31° à 14 heures.

Temps probable pour aujourd'hui : chaud.

NECROLOGIE

Les obsèques de M. Paul Montagne, ancien directeur de l'Agence Nationale, auront lieu ce matin, à midi, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Nous apprenons la mort :

De Mlle Leboucher d'Emiéville, décédée à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, rue Lavoisier, 10. Les obsèques seront célébrées ce matin, à midi, en l'église Saint-Augustin. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

De M. Gaston Théry, lieutenant de dragons, fils du commandant Théry, décédé au château de Perin d'Hoge (Gironde).

De M. Lambert Violet, l'industriel bien connu, directeur de la maison « Byrrh » et président de la Chambre de commerce de Perpignan. M. Lambert Violet, commandeur de la Légion d'honneur, était né à Thuir en 1857.

A la Bourse de Paris

Paris, le 12 août 1914.

Les transactions qui, la veille, avaient sensiblement diminué d'envergure ont, aujourd'hui, retrouvé un courant plus suivi.

Il faut d'ailleurs s'attacher à des fluctuations de cette sorte tant que l'état d'esprit du public capitaliste, le seul qui à l'heure actuelle puisse trouver quelque intérêt au marché, sera soumis aux alternatives d'optimisme plus ou moins accentué qui résultent des nouvelles qui parviennent au sujet des opérations militaires.

Quant au marché du terme, il demeure toujours ouvert à quelques valeurs, parmi lesquelles ne figurent que rarement nos fonds nationaux : ce sont surtout les banques qui sont recherchées de ce côté; de fait, la Banque de Paris s'établit à 1.120; l'Union Parisienne à 622; le Crédit Lyonnais à 1.280. Parmi les Sociétés étrangères, la Nationale du Mexique fait 470; la Banque Espagnole du Rio de la Plata, 311. A terme aussi, le Rio s'inscrit à 1.385; le Nord Espagne à 311. Au comptant, notons le 3 0/0 à 75.50; les obligations des chemins de fer de l'Etat 4 0/0, 448; Banque de France, 4.000; Crédit Foncier cour., 1.890; 3 0/0, 474; Foncières 1913 3 1/2 0/0, 454; Est, 760; Midi, actions jouissance, 475; Banque Ottomane, 500; Banque Française Rio-de-la-Plata, 425; Omnibus, 390; Saragosse, 345; Métropolitain, 421; Nord-Sud, 100; Boleo, 530; Phosphates de Gafsa, 650; Norvégienne de l'Azote, 217; Lautaro, 195; Richer, 17.75. Parmi les fonds d'Etats étrangers : Russe 5 0/0 1906, 90; Russe Consolidé, 80; Espagne Extérieure, 84; Italien, 90; Maroc 5 0/0 1904, 470; Sao-Paulo 5 0/0 1905, 430. Aux obligations : Nord-Donetz 4 1/2 1908, 455; Sud-Est 4 1/2 1908, 460; Victoria-Minas 5 0/0, 250; Volga-Bougoulma 4 1/2, 433; Compagnie Générale des Faux 3 0/0, 408; Ville de Tokio 5 0/0, 440; Suez 5 0/0, 575; Land Bank 4 0/0, 400; Crédit Foncier Egyptien 4 0/0, 469; Wagons-Lits 4 0/0, 420; Schneider et Cie 4 0/0, 450.

LES PRIX AUX HALLES

Le marché est toujours très animé et surtout bien approvisionné. Les acheteurs sont nombreux, les transactions plus calmes et les cours fléchissent pour le plus grand nombre des denrées.

Voici du reste quelques cours : pommes de terre, 10 à 14 fr. les 100 kilos.

Pois verts, 12 à 25 fr. les 100 kilos.

Navets, 22 à 25 fr. les 100 bottes.

Carottes, 15 à 30 fr. les 100 bottes.

Oignons, 15 à 25 fr. les 100 bottes.

Poireaux, 20 à 30 fr. les 100 bottes.

Pour la volaille et la viande de boucherie, les arrivages sont un peu plus élevés qu'à la veille et le marché a repris son activité. Sur la volaille, il y a une augmentation de 5.018 kilos. A 9 h. 30, tout était épuisé.

Les cours sont restés sans changement, sauf pour le poulet frigorifié, dont le prix est fixé à 3 fr. 50 le kilo.

Au pavillon de la boucherie, voici les arrivages :

Bœufs, 36.235 kilos; veaux, 14.511 kilos; porcs, 1.373 kilos.

De plus, il a été introduit 220 demi-bœufs provenant des abattoirs, et à dater d'aujourd'hui, la tarification établie précédemment sera supprimée; les cours suivront donc désormais les fluctuations normales.

En fruits et légumes, les arrivages se sont élevés à 77.800 kilos, dont 24.350 kilos pour la pomme de terre seule.

Au pavillon du beurre, il est arrivé :

Beurre, 55.000 kilos; œufs, 45.000 kilos; fromages, 37.000 kilos.

La vente est très active et les cours sont en baisse; le beurre est coté 3 fr. 50 le kilo au maximum. Ajoutons en terminant qu'au pavillon de la boucherie, des ventes auront lieu chaque jour, mais de 16 à 17 heures, en raison de la chaleur.

LES MANUSCRITS NON INSERES NE SONT PAS RENDUS

Journal exécuté par des typographes syndiqués.

Composition, 28, Champs-Élysées. — J. PINEL.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — C. Marty.

Machines rotatives des Etablissements Marinoni.

Spécialement construites pour « Excelsior ».

DANS CE COIN DE L'EUROPE, QUATRE NATIONS SONT AUX PRISES



L'intéressante carte que nous reproduisons ci-dessus est empruntée à notre confrère anglais le *Times*. Elle représente le théâtre des opérations militaires qui vont se dérouler incessamment sur terre et sur mer entre l'Allemagne d'une part et l'alliance franco-anglo-belge d'autre part.